

# Le populisme de droite en Belgique : bilan et perspectives pour la Gauche<sup>1</sup>

## Etat des lieux

Comme ailleurs en Europe occidentale, on a assisté, à partir des années 1980-1990 à une percée électorale de l'extrême-droite, qui cristallise plus que toute autre formation le vote antisystème. Paradoxalement, le vote obligatoire tend à renforcer l'extrême-droite, là où ailleurs, la défiance envers le système se manifeste essentiellement par l'abstention, en particulier pour ce qui concerne le vote ouvrier<sup>2</sup>. Compte-tenu de la division politique, administrative et culturelle de la Belgique et de l'existence de deux opinions publiques distinctes qui en découle, les performances du populisme de droite nécessitent d'être analysées séparément.

*Wallonie et Bruxelles : l'introuvable structuration de l'extrême-droite.*

Au fil des années, les percées épisodiques des formations d'extrême-droite (incarnées principalement par le Front National belge (FN) ne lui ont jamais permis de se structurer durablement, et la cantonnent désormais à des scores électoraux plutôt médiocres. Toutefois, son affaiblissement, puis sa quasi-disparition des parlements wallon en 2009 et fédéral en 2010 relève en grande partie de cette incapacité des groupes d'extrême droite à s'organiser autour d'une dynamique électorale cohérente. De fait, il existe une forte base sociale précarisée très sensible aux thématiques sécuritaires et xénophobes, qui constitue un terrain propice pour une future renaissance. Ainsi, les faibles résultats en termes de sièges – lors des dernières élections municipales, le nombre d'élus locaux de droite radicale est passé de 28 à 6 en Wallonie et à Bruxelles – ne doivent pas occulter des résultats cumulés parfois significatifs. Si, à Charleroi, le FN ne recueille que deux élus, les six formations d'extrême-droite en lice dans la première commune de Wallonie recueillent ensemble plus de 11% des voix<sup>3</sup>. Pour l'heure toutefois, le Parti Socialiste (PS), notamment grâce à ses liens organiques avec le syndicat socialiste FGTB (dans un pays où près de 70% de la population est syndiquée) parvient à maintenir un fort encadrement social des exclus du système, qui lui permet de mobiliser leur vote en sa faveur en dépit d'un positionnement parfois très à droite de leurs électeurs sur les questions migratoires et de sécurité<sup>4</sup>.

*Flandre : d'une extrême-droite radicale prospère ...*

Contrairement à la Belgique francophone, où la plupart des formations de droite radicale sont nées sur une base unitariste, l'extrême-droite flamande, incarnée depuis les années 80' par le Vlaams Belang (VB, ex-Vlaams Blok) s'est formée sur le clivage, en s'appuyant sur le refus de la solidarité financière du Nord vers le Sud<sup>5</sup>. Après ses premiers succès électoraux, le VB s'oriente rapidement vers un discours radicalement hostile aux immigrés. Fort de ces deux piliers idéologiques, le VB a engrangé les succès, jusqu'à devenir le second parti de Flandre lors des élections régionales de 2004, avec 24% des voix au Parlement flamand (à titre de comparaison, le FN réalisait le même jour sa meilleure performance au Parlement wallon avec seulement 8,1%). Alors que l'extrême-droite francophone est caractérisée par sa faiblesse organisationnelle, le VB est, au contraire, très structuré. Le

---

<sup>1</sup> Par **Grégory Mauzé**, animateur de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte. Mai 2013. Les 26 et 27 avril 2013, l'ACJJ participait à un séminaire européen organisé à Vienne par le réseau *Transform Europe !* consacré à la montée de la Droite extrême et autoritaire en Europe et aux possibilités pour la Gauche d'y faire obstacle. Il nous a été demandé à cette occasion de présenter un rapport sur cette problématique en Belgique.

<sup>2</sup> Contrairement aux idées reçues, plusieurs études montrent que la montée du Front National en France au sein du monde ouvrier au cours des années 1980-1990 doit plus à une radicalisation de l'électorat ouvrier conservateur traditionnellement acquis aux formations de droite qu'à la disparition conséquente des bastions communistes (les « banlieues rouges »), dans lesquels la désaffection pour les formations de gauches s'est principalement manifesté par l'abstention. V. Gougou, Florent, *"Les mutations du vote ouvrier sous la Ve république"*, Avril 2007, gabrielperi.fr

<sup>3</sup> Cool, Geert, *"L'extrême-droite en Wallonie : une menace bien réelle"*, 30 octobre 2012, socialisme.be

<sup>4</sup> Delwit, Pascal, *"Questions de société et comportement électoral en Belgique"*, p.88, in in Delwit Pascal et Van Haute, Emilie (dir.), *"Le vote des Belges"*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2008

<sup>5</sup> Pour rappel, la Flandre dispose d'une prospère économie de service, tandis que Bruxelles et la Wallonie sont fortement frappées par la désindustrialisation et le chômage.

parti dispose par ailleurs d'un important financement public, d'un institut de formation des cadres et est animé d'une volonté manifeste de peser sur les orientations politiques des partis traditionnels, n'hésitant pas à se référer à Gramsci et à la nécessité de gagner l'« hégémonie culturelle ». Une entreprise couronnée de succès, puisque le parti a fréquemment réussi à mettre ses thématiques sécuritaires, régionalistes et anti-immigrées à l'agenda politique en Flandre, et, par extension, au niveau national<sup>6</sup>.

*...à la prédominance d'un nationalisme conservateur.*

La position qu'occupait le VB dans la vie politique fut spectaculairement ébranlée lors des élections fédérales de 2010. A cette date, l'extrême-droite subit une chute nette (passant de la 2<sup>ème</sup> à la 5<sup>ème</sup> place au sein des partis flamands), au profit de la NV-A, qui devient le premier parti du pays. Ce parti a fait son succès en réussissant à allier le « populisme de riche » marqué par le refus de la solidarité envers le Sud – et, dans une moindre mesure, envers les migrants – (qui se manifestait surtout à travers le vote VB) et l'ancrage conservateur de la Flandre (qui se manifestait par le vote pour la Droite chrétienne et libérale, également victimes du succès du parti nationaliste). Si l'on ne peut parler d'extrême-droite dans son acception classique, le parti joue systématiquement à brouiller les frontières sur les thématiques classiques de la droite, multipliant les appels à l'électorat traditionnel du VB. Bien que la NVA se soit pour l'heure refusée à une alliance avec le parti d'extrême-droite, on a assisté à une vague de transfuges du VB vers la NV-A avant les élections locales de 2012<sup>7</sup>. L'auteur du programme du VB (dont la teneur xénophobe avait valu une condamnation historique en 2004) passé à la NVA est ainsi devenu échevin de la municipalité d'Alost. La pratique de son leader Bart de Wever au niveau de la municipalité d'Anvers (dont il est devenu bourgmestre) est marquée par une inclinaison très à droite, avec une hostilité particulière envers les migrants<sup>8</sup>.

Même si parler de droite autoritaire au sujet de la NVA reste controversé, plusieurs signes laissent présager des évolutions radicales au cas où le parti parviendrait au pouvoir avec une position dominante : le refus du compromis (illustré par la crise politique de 2010-2011), pourtant au cœur du système politique belge ; la critique ouverte du modèle belge de concertation sociale ; ses clins d'œil répétés aux franges les plus réactionnaires et nationalistes de l'électorat flamand... Autant de motifs d'inquiétude pour les élections de 2014, au cas où le parti nationaliste prenait les rênes du pays. En un sens, la quasi-hégémonie de la NV-A en Flandre, en ce qu'elle permet aux propositions xénophobes et nationalistes de sortir de la marginalité politique, s'avère plus menaçante que les hautes performances du VB dans les années '80 et '90.

*Faible influence de la crise économique.*

Il est difficile de mesurer les impacts de la crise économique sur l'évolution de l'extrême-droite. Premièrement, la Belgique a longtemps été épargnée par les mesures d'austérité en raison de l'absence de gouvernement. Deuxièmement, la forte saillance du clivage communautaire a largement dominé les précédentes élections, et en particulier la dernière. Contrairement à ce qu'on a pu voir dans certains pays européens, on ne peut pas parler en Belgique d'un virage social dans la communication des formations d'extrême-droite. S'il peut y avoir des références à la sauvegarde du modèle social belge, elles sont avant tout destinées à étayer la rhétorique anti-immigrée de ces partis (qui menaceraient la pérennité de la sécurité sociale), et ne se sont pas accentuées outre mesure avec la crise. La NVA, quant à elle, campe comme nous l'avons vu une posture résolument hostile envers les acquis sociaux.

---

<sup>6</sup> Delwit, Pascal, De Waele, Jean-Michel, et Rea, Andrea, "Les étapes de l'extrême-droite en Belgique", pp.57-83, in Delwit, Pascal, (dir.), "L'extrême-droite en France et en Belgique", Bruxelles, Editions Complexe, 1998

<sup>7</sup> Gulbenkian, Johan, "La « Vlaams belangvisation » de la N-VA...", 8 mai 2012, Resistances.be

<sup>8</sup> Le parti a notamment proposé de lier l'octroi d'une aide médicale d'urgence aux étrangers à la signature d'une lettre les engageant à quitter le territoire. "Des étrangers malades du sida privés d'antirétrovirus à Anvers", 18 février 2013, rtbf.be

## Lutter contre l'extrême-droite : le rôle de la Gauche.

### *Refuser d'intégrer les thématiques de l'extrême-droite*

S'il est certain que le fait de se réapproprier la thématique de la souveraineté populaire (au niveau européen ou national) doit constituer une priorité pour la Gauche, le fait pour les partis traditionnels d'intégrer les revendications de l'extrême-droite pour l'affaiblir a abouti à un échec patent dans le cas de la Flandre. En effet, la reprise de la rhétorique hostile aux transferts financiers et le refus de la solidarité avec la Wallonie n'a conduit, jusqu'en 2010, à aucune baisse significative de l'extrême-droite (et même à cette date, sa forte baisse au profit de la NVA ne peut être considérée comme une victoire contre l'extrême-droite, dans la mesure où les propositions du VB en sorte renforcée). Le candidat Sarkozy l'a démontré lors de la campagne présidentielle de 2012 : reprendre à son compte les thématiques de l'extrême-droite conduit souvent à légitimer ces dernières.

### *Tenir un discours de défense des travailleurs et des acquis sociaux.*

La meilleure réponse de gauche à la montée de l'extrême-droite devrait être de s'inscrire résolument dans la défense des travailleurs. La proposition peut sembler simpliste, mais plusieurs éléments tendent à accréditer cette thèse en ce qui concerne le cas belge. Lors des élections régionales de 2009, la campagne très à gauche du PS en Wallonie (qui avait annoncé son refus d'entrer en coalition avec la Droite) a contribué à l'éviction des deux élus FN, parti qui passe de 8% en 2004 à 3.5% en 2009.

Il est également intéressant d'observer les résultats électoraux de l'extrême-droite à la lumière de l'attitude des partis sociaux-démocrates envers les catégories sociales précaires : le PS est en effet l'un des partis les plus à gauche du Parti des socialistes européens (PSE), tandis que les socialistes flamands du SP.a campent une posture résolument sociale-libérale et s'intéresse davantage aux classes moyennes qu'aux milieux populaires. Une part non-négligeable de la base électorale de l'extrême-droite étant constituée d'anciens électeurs socialistes, les bonnes performances de l'extrême-droite en Flandre et leur relative faiblesse en Wallonie peuvent dès lors être interprétés au regard de la prise en compte relative par les partis sociaux-démocrates régionaux des intérêts des populations précarisées.

Il n'est cependant pas certain que le PS puisse poursuivre avec succès cette stratégie pour les prochaines élections : le parti dirige actuellement un gouvernement d'orientation plutôt libérale, et l'impopularité de ses mesures antisociales pourrait faire le lit de l'extrême-droite. Historiquement faible et divisée, la gauche radicale aura alors une grande responsabilité à jouer dans ce contexte, puisqu'elle devra incarner l'alternative. En Wallonie, cette tâche sera facilitée par la désorganisation patente et l'éparpillement de l'extrême-droite. Le danger est en revanche bien réel en Flandre, où VB et NV-A sont très organisés, et où au délaissement des classes populaires par les partis traditionnels se greffe en plus le repli régionaliste.

Il est généralement difficile de traiter de la gauche radicale belge en raison de sa faiblesse électorale, mais il est intéressant de noter qu'en Flandre, le PTB/PVDA (Parti du travail de Belgique, la plus grande des formations de gauche radicale) a réalisé une percée significative lors des élections locales de 2012 avec une position symétriquement opposées à celles de la NVA et du VB : le parti a fait campagne en faveur de l'unité de la Belgique et d'une union de tous les travailleurs contre les politiques antisociales. Cet élément est d'autant plus significatif que le parti a réalisé sa meilleure performance (8%) dans la commune d'Anvers, berceau historique de l'extrême-droite en Flandre.

### *Trouver une nouvelle approche rhétorique sur les questions migratoires*

On ne peut par ailleurs faire abstraction du fait que le passage d'une partie de l'électorat de gauche vers l'extrême-droite est fortement lié à la question de l'immigration et des préjugés véhiculés par les immigrés<sup>9</sup>. Plusieurs études montrent ainsi que la capacité de la gauche radicale à incarner une rupture pour une partie des

---

<sup>9</sup> Faniel, Jean, "Vote brun en banlieue rouge. Une approche qualitative du vote populaire d'extrême-droite à Seraing ", Les Cahiers du Cevipol, Vol. 2000, n°3

perdants de la mondialisation néolibérale est largement entravée par le fait qu'ils se montreraient trop complaisants avec l'immigration. Plutôt que de céder, comme l'ont fait les partis traditionnels, à la tentation de reprendre à leur compte une rhétorique anti-immigrés, la Gauche devra trouver un nouveau discours, une nouvelle pédagogie et de nouveaux concepts pour convaincre les exclus nationaux que l'ennemi n'est pas l'étranger mais la logique d'accumulation capitaliste, et de l'intérêt qu'il y a à faire converger les luttes entre migrants et non-migrants.

*Se réapproprier les idées de souveraineté et de citoyenneté*

La xénophobie et le vote pour les formations de droite populiste sont les conséquences de l'impression donnée aux classes populaires qu'elles perdent la maîtrise de leur destin. En leur permettant de reprendre en main leur avenir socio-économique (dont elles se sentent privées, notamment avec le poids grandissant de l'alibi européen), on peut contribuer à enrayer ce sentiment. En d'autres mots, les partis qui se réclament de la gauche (qu'elle soit radicale ou de gouvernement) devront opposer, à la conception restrictive de la citoyenneté ethnique prônée par les populistes de droite une conception sociale et politique de la citoyenneté, qui permette la réappropriation de la souveraineté populaire, particulièrement dans les domaines socio-économiques.

### **Élaborer des stratégies sur base du partage d'expériences**

Il importe, pour quiconque entend élaborer une réponse progressiste à la montée des populismes de droite, de ne pas chercher à appliquer d'hypothétiques stratégies universelles, que la diversité des différents mouvements d'extrême-droite condamnerait inmanquablement à l'impasse. Il n'en est pas moins essentiel d'observer les succès et les échecs rencontrés dans d'autres pays ou régions, et d'élaborer des lignes directrices qui pourraient nourrir la réflexion des forces de Gauche. A cet égard, la Belgique, qui voit coexister en son sein des situations politiques très variées, pourrait constituer un laboratoire pour construire une stratégie commune dans un espace aussi diversifié que l'Union européenne.